



SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE
DU **POST-URBAIN**

Assises de la société écologique du post-urbain

Déménageons le territoire !

Vendredi 23 juin – Dimanche 25 juin à Vasles, Deux-Sèvres

Atelier Biorégions post-urbaines

Animé par Mathieu Kuntz de L'Archipel du Vivant et Raphaël Lhomme du Réseau des territorialistes



Issue des captations vidéos de Fabian Lévêque

Penser une société écologique post-urbaine nous invite à (ré)inventer profondément nos manières d'être, d'agir et d'habiter. Face à ce défi, c'est précisément ce que la biorégion nous propose : une éthique biocentrée à visage humain pour *réhabiter* nos territoires et repenser nos formes de vie par plus d'autonomie. Après la (re)découverte de l'horizon culturel et politique du bioérégionalisme, il s'agira de co-imaginer de manière active ses implications pragmatiques pour figurer une culture du vivant et des modes d'*habiter* post-urbains.

1. Questionnements et attentes vis-à-vis des biorégions

En premier lieu, l'atelier est parti d'un postulat : la notion de biorégion semble déjà connue, circulant déjà dans nos entourages. Les 17 personnes présentes à l'atelier s'interrogent alors à son sujet :

- Quels territoires d'expérimentation, susceptibles d'accompagner les territoires en transition ?
- Quelle définition "officielle" de la biorégion ? Besoin de confirmation : « Est-ce que mon initiative locale peut porter le nom de biorégion » ?
- Quels sont les lieux de la polémique autour du terme, les différents courants, les débats ? Quelle multiplicité, pluralité, richesse de la notion ?

- Quels modèles de territoire "écologique et social" ?
- Quelle cartographie, quelle conception des frontières ? Comment déconstruire les limites administratives ?
- Comment le réempuissèlement des territoires peut exprimer la solution du problème qui est nôtre ?
- Comment passer de l'abstrait au concret ?
- En quoi la notion de bassin versant est-elle intéressante ?

2. Présentation de la notion, de ses valeurs, et échanges sur les visions politiques

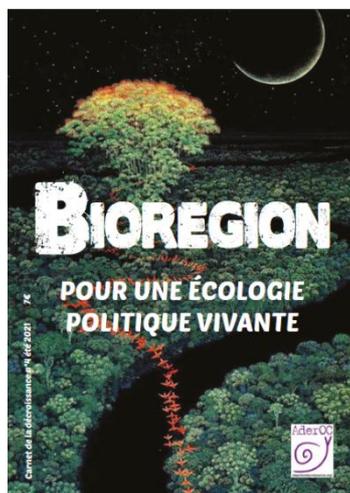
Matthieu Kuntz commence par présenter le concept, sa naissance et ses développements. La première irruption remarquable du terme se produit sous la plume de Peter Berg, en 1978, dans un article nommé « Réhabiter la Californie ». Il y a dans ce concept cinq axes qui circonscrivent correctement la notion :

- 1) Un corpus de valeur, éthique et biocentré, « *à visage humain* » d'essence éco-anarchiste : l'idée étant de penser la souveraineté des personnes dans leur territoire et d'y adjoindre la lutte contre les dominations. C'est ainsi qu'on raccroche aux valeurs féministes, antispécistes, anticapitalistes, mais aussi localistes plus spécifiquement.
- 2) La connaissance des lieux et communautés située à l'endroit que nous habitons ;
- 3) Une culture humaine ancrée, souveraine et unique en chaque lieu ;
- 4) Une société ouverte, accueillante, multi-culturelle et durable ;
- 5) Un cadre commun : l'engagement & le militantisme

Cette notion de lutte fait cependant très rapidement débat autour de la table, car pouvant charrier son lot de violence. Pour Matthieu, il faut pourtant penser une manière de récupérer cette fameuse souveraineté dont on est dépossédé, et ceci passe par la lutte. « *C'est une question de posture intérieure* ».

Seconde intervention, de Jean : « *Moi je ne crois pas dans les communautés, je ne souscris pas à ce type de gouvernement. L'État républicain n'est pas un agrégat de communautés, ce sont des citoyens, libres de leur parole, mais réunis sous une vision, la république.* »

Puis une querelle, sur un aspect d'apparence contradictoire, et constructif. C'est d'abord Chris qui intervient : « *La biorégion a une naissance, certes, mais il faut insister sur son devenir, ce que les gens vont en faire. Elle n'est pas chose figée, et doit s'écrire dans le déroulé des transformations, des alliances.* ». Christian répond : « *Pas d'accord. La biorégion est indépendante de nous ! Moi, je ne crée pas une biorégion ! Un écosystème a sa réalité physique, qui s'oppose aux réalités institutionnelles. D'où la contradiction. La biorégion est d'abord une auto-limitation de nous-mêmes pour coller aux écosystèmes.* ».



3. Se démettre de la souveraineté anthropocentrée : place des écosystèmes et rôle des modes de vie

S'ensuit la présentation de Raphaël sur les termes clés de la biorégion, ces grands aspects conceptuels (cf. note de glossaire EGPU sur la biorégion). Il apparaît en toile de fond que, au delà des quelques évolutions que l'histoire est susceptible d'infliger à la notion de biorégion, subsiste une substantifique ossature : *« se démettre de notre souveraineté anthropocentrée pour laisser place à de la souveraineté du vivant reste le substrat inaliénable de l'idée biorégionale »*. La suite reflète la mise en débat de cette présentation préalable.

Christian apporte d'abord une précision sur les frontières : *« Un écosystème est vivant, et a donc des échanges avec le reste du vivant. Cela implique des frontières, précises car physiques, mais perméables. Cela implique aussi des échanges de proximité, ce qui est un modèle qui s'oppose au monde globalisé, fait de secteurs spécialisés et d'échanges de longues distances impliqués par ces spécialisations. Cela implique enfin une culture commune. Le tourisme marchand de masse n'est pas un échange culturel. Au contraire, voir des gens se faire "bronzer le cul" dans les Cévennes fait plus penser à une négation culturelle. »*. Sur le sujet des frontières, Lorenzo propose alors un déplacement du langage, pour mieux refléter un déplacement conceptuel : *« je propose le remplacement du mot de frontière par membrane, qui pourrait incarner plus facilement la porosité de ces limites. »*.

Autre question, celles des urbains, de leur insertion dans le paysage. *« Il faudrait qu'on se déprenne de notre manière de faire, ne pas simplement trouver un bien pour habiter ailleurs, mais charger ce terme, "atterrir" »*. Comment la biorégion peut-elle être une solution pour « désorganiser » les subjectivités urbanisées, donc consuméristes et bonnes à rien ? Pour Freddy, *« Le problème, c'est qu'on doit arriver à faire sans la somme des ressources que nous utilisons actuellement - et l'énergie. Comment on ramène notre empreinte écologique à la capacité de charge de nos territoires, c'est là la question clé. »* C'est ici que Christian, membre de l'Université Rurale des Cévennes (URC), partage l'expérience qu'il a de la création de la biorégion en Cévennes. Il note d'abord que *« l'enclavement est une chance pour les Cévennes »*, puis enchaîne : *« Nous avons besoin d'institutions qui nous concernent, sur un plan écosystémique. Les Cévennes sont impliquées dans l'ensemble Nord-méditerranéen. Nous sommes liés à cet ensemble, et ce que nous faisons chez nous a des conséquences sur cette partie là. Nous avons besoin ainsi d'institutions Nord-méditerranéennes ! Ce qu'il se passe vers la mer du nord, en Picardie, ou en Lettonie, ne nous concerne pas ! Nous aurions besoin de bâtir avec les régions du sud de la méditerranée ! »*. A ce titre, *« nous avons des bassins versants dans les Cévennes qui, comme nous sommes en montagne, nous permettent de nous organiser. Les villes-bourgs, à l'opposé des métropoles, sont parties intégrantes des biorégions car en contrebas des bassins-versants, lieu de rencontre des voyageurs. Aussi, la délimitation de la biorégion de « la vallée des gardons » produite par l'URC arrive à peu près aux mêmes conclusions que celles de Guillaume Faburel avait pu transmettre : 30 km de diamètre pour environ 30 000 habitants. C'est dans ce secteur avec cette quantité là que le potentiel de conversation et de décision est le plus efficace »*.

Dès lors, quels sont les potentiels du territoire - au temps du changement climatique ? *« He bien, le territoire a un fort potentiel d'accueil et d'autonomie, mais il manque des gens. Et notre biorégion est coupée en deux à cause du département. Ce sont les limites administratives actuelles qui nous posent problèmes, sans compter sur les représentants du système, tant nous avons maille à partir avec les élus, que nous appelons les « crèves-cévennes », car ne sont bons qu'à miser sur le tourisme. »*

Danièle quant à elle rappelle la nécessité de partir des formes de vie : *« En Charente, nous comprenons notre citoyenneté en travaillant sur la question de l'impact, de notre impact, etc. Il*

s'agit de cautionner le monde qui nous entoure. Nous consommons 50 litres d'eau / jour en moyenne, ce qui est le quart de la moyenne nationale, et c'est à partir de cela que nous voulons contribuer à faire biorégion ici chez nous. Créer du lien, entre nous, avec le vivant et avec d'autres lieux pris dans la même démarche, nous permet de faire partie, à mon sens, des biorégions au pluriel. ».

